

**Conseil économique  
et social****Union africaine**

Distr. générale  
25 mars 2016  
Français

Original: anglais

**Commission économique pour l'Afrique  
Conférence des ministres africains des finances,  
de la planification et du développement économique**  
Quarante-neuvième session

**Union africaine  
Comité technique spécialisé sur les finances,  
les affaires monétaires, la planification  
économique et l'intégration**  
Deuxième session

**Neuvième Réunion annuelle conjointe du Comité technique  
spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires  
monétaires, la planification économique et l'intégration et  
de la Conférence des ministres africains des finances, de la  
planification et du développement économique de la  
Commission économique pour l'Afrique**  
Addis-Abeba, 31 mars au 5 avril 2016

## **Manifestation parallèle**

### **Les migrations internationales en Afrique : Définir les enjeux**

#### **Document de réflexion\***

*Etabli à l'intention de la neuvième réunion annuelle conjointe du  
Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les  
affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de  
la Conférence des ministres africains des finances, de la planification  
et du développement économique de la Commission économique pour  
l'Afrique*

---

\* Le présent document a été établi par une équipe de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), composée de William Muhawava, Gideon Rutaremwa, Fidelia Dake et Saurabh Sinha, sous la supervision de Takyiwaa Manuh (all SDPD) et sous la direction générale du Secrétaire exécutif adjoint, Abdalla Hamdok. Omar I. Abdourahman (Bureau sous-régional en Afrique du Nord), Adeyinka Adeyemi (Division du renforcement des capacités), Mamadou Malick Bal (Bureau sous-régional en Afrique centrale), Karima Bounemra (Institut africain de développement économique et de planification IDEP), Ngone Diop (Centre africain pour le genre), Mama Keita (Division de la politique macroéconomique), Zebulun Kreiter (Bureau sous-régional en Afrique australe), Emelang Leteane (Bureau sous-régional en Afrique orientale), Iris Macculi (Division des politiques sociales et du développement social), Raj Mitra (Centre africain pour la statistique), Atkeyelsh Persson (Division de la planification stratégique et de la qualité opérationnelle), et Mercy Wambui (Division de l'information publique et de la gestion du savoir) ont apporté des contributions précieuses. Les commentaires ont été discutés lors d'une réunion des points focaux de la CEA sur la migration, tenue le 17 février 2016.

## 1. Contexte

L'Afrique apparaît souvent comme un continent en mouvement, où les populations se déplacent pour fuir la pauvreté, les catastrophes naturelles ou des conflits violents. La migration domine de plus en plus les débats de la communauté internationale, suscités en partie par les reportages sensationnalistes des médias et qui ne font que confirmer les stéréotypes existants.

Même si la plupart des Africains quittant le continent sont en possession de documents de voyage valides, « la migration clandestine en provenance d'Afrique vers l'Europe fait l'objet d'une attention particulière ». <sup>1</sup> L'image dominante est celle de pays européens envahis par des migrants en provenance de pays en développement, dont des millions d'Africains qui attendent la première occasion pour effectuer la traversée vers l'Europe<sup>2</sup>.

Au cœur de débats de plus en plus âpres et polémiques, les préoccupations se cristallisent autour d'enjeux multiples et parfois contradictoires, notamment le nombre croissant de migrants, les décès, les vulnérabilités, la criminalité, l'évolution des politiques migratoires et le régime mondial en matière d'asile<sup>3</sup>. Les migrations internationales s'entremêlent désormais avec les questions de sécurité mondiale et humaine<sup>4</sup>. De plus, la migration qualifiée, largement perçue comme une perte de ressources humaines pour le pays ayant des effets délétères sur les perspectives de développement à long terme du pays, est une dimension supplémentaire de la myriade de problèmes liés aux migrations internationales.

Ainsi, et en l'absence de données fiables, le débat sur les politiques migratoires se polarise « sur des conflits de valeurs, et non pas sur la confrontation de preuves<sup>5</sup> ». Dans les pays d'origine comme dans les pays de destination, les émotions menacent d'influencer les politiques publiques, faisant peu de cas des « processus sociaux terre-à-terre régissant le désir de mobilité, tels que l'aspiration à l'éducation, la recherche d'un conjoint ou d'une vie meilleure à la ville<sup>6</sup> ».

Les individus choisissent de quitter leurs pays (« migration volontaire ») ou y sont forcés (« migration involontaire »). La migration volontaire peut être « légale » ou « clandestine ». La migration est légale si elle a lieu dans le respect des exigences réglementaires des pays d'origine, de transit et de destination. La migration clandestine ne fait l'objet d'aucune définition claire ou universellement acceptée. Elle se réfère généralement au fait de se déplacer en se soustrayant aux normes réglementaires.

La migration involontaire, appelée aussi migration « forcée », implique une dimension de coercition, notamment lorsque la vie et les moyens de subsistance sont menacés par des causes naturelles ou anthropiques. C'est le cas, par exemple, des mouvements de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ainsi que des personnes déplacées suite à des catastrophes naturelles ou environnementales, à la famine, ou à des projets de développement.

Le présent document de réflexion examine les différents aspects des migrations internationales « légales » et du développement en Afrique en vue de guider les discussions et de contribuer au dialogue régional lors de la Conférence des Ministres de 2016. Après avoir défini le champ d'étude, le document définira les enjeux à travers une brève analyse de l'ampleur, de la nature et des causes des migrations en Afrique, des processus de migration et les défis liés à la disponibilité limitée de données fiables. Il étudiera les actions menées par différents organismes dans chacun de ces domaines, et proposera, en conclusion, des suggestions pour leur mise en œuvre par les États membres africains et les partenaires au développement à travers les cadres continentaux sur la migration.

## 2. Cadre analytique

La mondialisation a dessiné de nouvelles perspectives de migration. Elle a réduit les distances, facilite la disponibilité et la diffusion des informations sur les possibilités de migration à grande échelle, alors que parallèlement, les aspirations à une vie meilleure n'ont cessé de croître. Sur la population mondiale totale de 7 milliards d'individus, on estime à un milliard le nombre de déplacés, dont 25 % au-delà des frontières nationales<sup>7</sup>.

Environ 31 millions d'Africains, soit un peu plus de 3 % de la population du continent, se sont déplacés au niveau international, y compris à l'intérieur du continent<sup>8</sup>. Ce chiffre inclut à la fois les migrants volontaires et involontaires. Près de 28 % d'entre eux venaient d'Afrique du Nord<sup>9</sup>.

### *Migrations intra-africaines*

Les flux migratoires sont beaucoup plus importants à l'intérieur du continent qu'en dehors. Plus de la moitié des migrants à l'échelle internationale se déplacent en Afrique, avec seulement environ 28 % de départs vers l'Europe. Sur la population totale de migrants en Europe, près de 12 % viennent de l'Afrique<sup>10</sup>.

Les deux tiers des migrants en provenance d'Afrique subsaharienne, notamment les migrants pauvres, se rendent dans d'autres pays africains, se limitant aux sous-régions dans la majorité des cas. Plus de 70 % des migrants en Afrique de l'Ouest, 65 % en Afrique du Sud, 50 % en Afrique centrale et 47 % en Afrique orientale migrent à l'intérieur de la sous-région. L'Afrique du Nord fait figure d'exception, avec 90 % des migrants vers se rendant vers des destinations extra-africaines, principalement en Europe, au Moyen-Orient et en Amérique du Nord<sup>11</sup>.

Cependant, selon les travaux de recherche récents reposant sur la base de données mondiales sur les migrations bilatérales (GBMD)<sup>12</sup>, l'émigration intra-africaine a montré une tendance à la baisse entre 1960 et 2000, alors que l'émigration hors du continent, quoique beaucoup plus faible, a montré une tendance à la hausse, en particulier entre 1960 et 1980.

Les niveaux de migration relativement élevés constatés dans la sous-région d'Afrique de l'Ouest semblent liés au fait que cette région est composée de nombreux pays caractérisés par la petite taille de leurs populations et de leurs superficies et que la migration déborde les frontières nationales<sup>13</sup>. En effet, il est relativement commun dans la sous-région de commercer au-delà des frontières, notamment pour les femmes, et la durée du séjour ne peut pas être considérée comme de la migration<sup>14</sup>.

De plus, les nombreux groupes ethniques présents dans plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest constituent un réseau solide à travers les frontières; les schémas de migration vers les littoraux existaient déjà durant la période coloniale; et la monnaie unique et la liberté de circulation sans visa entre les pays de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) favorisent une migration sans entrave dans la sous-région<sup>15</sup>.

De plus, la majorité des migrants (et des populations déplacées) se déplacent vers les zones urbaines<sup>16</sup>. Aujourd'hui, presque tous les pays sont à la fois pays d'origine, de transit et de destination.

Porté par les médias et suivi de plus en plus par les politiques et les chercheurs, l'accent mis récemment et de manière quasi exclusive sur les migrations clandestines, la contrebande, le trafic et le nombre important de décès parmi ceux qui traversent la Méditerranée, a contribué à renforcer l'impression que les migrations depuis l'Afrique ont essentiellement pour direction l'Europe et sont provoquées par la pauvreté.

Ces croyances reposent souvent « sur des hypothèses, des observations sélectives ou des impressions de journalistes »<sup>17</sup>, **car malgré l'intensification des**

**migrations intercontinentales, les migrations intra-africaines, notamment au sein d'une même sous-région, prédominent.**

### *Profil des migrants*

Les migrants sont souvent de jeunes hommes adultes (généralement âgés de 15 à 40 ans), ayant généralement suivi un enseignement au-delà de l'école primaire. De manière générale, les jeunes et les personnes éduquées ont la plus forte propension à se déplacer. L'âge médian des migrants africains est de 29,9 ans<sup>18</sup>.

Historiquement, la migration, notamment pour la recherche d'emploi, a été la chasse gardée des hommes. La féminisation croissante des migrations est un bouleversement des schémas de migration au cours des 50 dernières années. Plus que jamais, les femmes migrent seules, et **elles représentent aujourd'hui près de la moitié (49 %) de la population de migrants<sup>19</sup> internationaux**, atteignant les 70-80 % dans certains pays<sup>20</sup>.

Aujourd'hui, les femmes sont plus à même de se tourner vers l'étranger pour saisir des opportunités d'emploi dans des secteurs auparavant dominés par les hommes. De même, nombre de migrantes africaines sont des ouvrières se déplaçant en toute indépendance pour répondre à la forte demande dans certaines catégories professionnelles dominées par les femmes, comme les soins infirmiers ou le travail domestique. Cette féminisation de la migration peut être synonyme d'autonomisation des femmes, mais de nombreuses migrantes occupent des emplois faiblement rémunérés et peuvent être victimes de violences physique, psychologique et sexuelle, ne pas recevoir de paiements ou être sous-payées.

La théorie dominante des migrations s'applique largement aux flux traditionnels de personnes quittant des pays pauvres pour les pays riches (ce qu'on appelle la migration sud-nord). Le flux observé récemment de migrants qualifiés des pays du sud vers l'Afrique, illustre le phénomène de la migration sud-sud<sup>21</sup>.

La plupart des destinations de migration attractives en Afrique ne sont pas des destinations traditionnelles. Ces destinations sont souvent exclues des études sur la migration en raison de l'accent placé constamment sur la migration des travailleurs peu qualifiés vers les pays à revenu élevé. **La migration d'individus plus éduqués vers l'Afrique est une tendance relativement nouvelle qui établit un système de migration diversifié, et qui nécessite une analyse minutieuse si l'on veut avoir un point de vue plus nuancé des flux migratoires dans le monde entier.**

### *La migration des compétences*

Les taux de migration qualifiée sont particulièrement élevés en Afrique. Les travailleurs très instruits sont plus susceptibles d'émigrer que les travailleurs moins instruits. Près de 15 % des migrants ayant fait des études supérieures sont originaires d'Afrique, le taux le plus élevé après les Caraïbes, l'Amérique centrale et le Mexique.

Depuis 1990, il est estimé qu'environ 20 000 professionnels qualifiés quittent l'Afrique chaque année,<sup>22</sup> privant le continent des professionnels formés (médecins, personnel infirmier, enseignants et ingénieurs) nécessaires pour briser le cycle de la pauvreté et contribuer à la transformation structurelle. Les petits pays et les pays pauvres sont estimés avoir perdu une part exceptionnellement importante de leur main-d'œuvre qualifiée. Les migrants qualifiés représentent environ 30 % de la main-d'œuvre qualifiée dans les petits pays et près de 25 % dans les pays à faible revenu. Le taux de migration qualifiée dépasse les 50 % dans des pays comme Cabo Verde, la Gambie, les Seychelles et la Somalie<sup>23</sup>.

En général, les diplômés de l'enseignement supérieur s'en tirent mieux que ceux moins éduqués sur le marché du travail des pays de destination, mais les jeunes Africains bénéficient de perspectives beaucoup moins favorables sur le marché du travail que ceux venant d'autres régions du monde. Cependant, certains professionnels africains bien formés occupent des emplois en deçà de leurs qualifications. Ne pas

exploiter les compétences de professionnels bien formés constitue une perte, tant pour les pays d'origine que pour les pays d'accueil.

En Afrique, hormis l'Afrique du Nord, les diplômés de l'enseignement supérieure représentent moins de 3 % de la population active, mais pour plus de 35 % de tous les migrants. Les systèmes de rémunération insuffisants, la pauvreté, les services de santé limités et les mauvaises conditions de travail empêchent l'Afrique de rivaliser avec les pays riches qui promettent ou offrent généralement des salaires plus importants, de meilleures conditions de travail et la stabilité politique.

Cependant, une étude sur l'émigration des médecins menée dans 53 pays africains n'a pas permis d'affirmer que l'émigration des professionnels de la santé en Afrique, hormis l'Afrique du Nord, a des répercussions négatives sur la santé publique et nuit au développement du continent<sup>24</sup>. L'étude a noté qu'ironiquement, les pays africains avec les taux les plus bas d'émigration du personnel médical et infirmier sont ceux qui ont les pires résultats en matière de santé.

Un élément de réponse pourrait être qu'en Afrique, comme dans de nombreux autres pays en développement, les professionnels de la santé travaillent rarement dans les zones rurales pauvres, où la charge de morbidité est la plus élevée. Ils ne disposent généralement pas des compétences dont ont besoin les personnes qui perdent leurs enfants pendant les premières années de la vie. L'émigration pourrait donc être plus un symptôme qu'une cause des défaillances des services de santé en Afrique<sup>25</sup>.

D'autre part, selon une étude menée sur plus de 2 000 professionnels de la santé à travers l'Afrique du Sud, le Cameroun, le Ghana, l'Ouganda, le Sénégal et le Zimbabwe pour évaluer l'impact des migrations du personnel de santé<sup>26</sup>, leur perte a des effets négatifs considérables en termes d'accroissement de la charge de travail pour ceux qui restent derrière. Il en résulte une baisse de motivation et de la qualité des services procurés par les professionnels restants qui sont souvent moins outillés et moins qualifiés pour effectuer des tâches spécialisées.

**De toute évidence, il est nécessaire de mener des travaux de recherche beaucoup plus rigoureux pour évaluer les effets de l'émigration qualifiée, péjorativement appelée « fuite des cerveaux », sur le développement national en vue de tenir compte des envois de fonds de la diaspora, sources essentielles de flux financiers supplémentaires pour les pays d'origine.**

### *Envois de fonds*

Les envois de fonds vers l'Afrique ont quadruplé entre 1990 et 2010, atteignant près de 40 milliards de dollars des États-Unis en 2010, ce qui équivaut en moyenne à 2,6 % du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique. Au Lesotho, ils représentaient près de 25 % du PIB en 2012. Depuis 2006, les envois de fonds ont été la plus grande source d'entrées de capitaux étrangers en Afrique, derrière l'investissement direct étranger (IDE).

Les fonds reçus constituent d'importants avantages pour les pays d'origine des migrants. Au niveau national, il est établi que les envois des migrants contribuent aux réserves internationales, aident à financer les importations et à améliorer la balance des comptes courants des pays bénéficiaires. Ils sont généralement plus stables que d'autres sources de devises étrangères; leur variation est souvent anticyclique, permettant ainsi de stimuler la consommation et l'investissement en période de mauvaise conjoncture; de renforcer la solvabilité souveraine, en augmentant le niveau et la stabilité des recettes en devises<sup>27</sup>.

Une étude sur les caractéristiques des expéditeurs de fonds en Afrique, reposant sur de micro-données relatives à plus de 12 000 migrants africains dans neuf pays de (OCDE)<sup>28</sup>, vient compléter les résultats des enquêtes menées auprès des foyers bénéficiaires des envois de fonds. Selon les données des pays de destination, les Africains envoient deux fois plus de fonds en moyenne que les migrants en provenance d'autres pays en développement. Le montant annuel moyen envoyé par

un ménage de migrants africains est de 1 263 dollars des Etats-Unis, soit plus que le revenu annuel moyen par habitant en Afrique subsaharienne. Les envois sont aussi plus fréquents en Afrique et les migrants en provenance des pays les plus pauvres sont plus susceptibles de faire des envois que ceux originaires de pays plus riches.

Toutefois, les preuves étayant le lien entre qualification des migrants et sommes envoyées sont contrastées. Certaines études laissent à penser que les migrants qualifiés envoient moins d'argent, parce qu'ils sont plus susceptibles de s'installer dans leur pays d'accueil et éventuellement, d'y faire venir leur famille.<sup>29</sup> D'autres études, basées sur des micro-données, établissent un lien positif entre le niveau d'éducation et les montants envoyés.<sup>30</sup> D'autres auteurs suggèrent que les envois de fonds des migrants qualifiés peuvent excéder le coût de leur formation<sup>31</sup>.

Dans les pays de l'OCDE, chez les migrants africains, les hommes envoient plus de fonds en moyenne que les femmes (respectivement 1 446 dollars et 878 dollars), ce qui s'explique en partie par des revenus supérieurs, mais aussi parce qu'il est plus probable qu'ils aient laissé des conjoints au pays<sup>32</sup>.

Les banques ou d'autres intermédiaires financiers, les bureaux de poste, les opérateurs de transfert d'argent (tels que Western Union et MoneyGram) sont les opérateurs les plus fréquents d'envoi de fonds, ; envoi de main en main (en personne ou par l'intermédiaire d'un agent) ou envois de biens, instructions relativement au paiement communiquées grâce à la téléphonie mobile ou d'autres moyens de communications (avec accord distinct de l'entreprise de transfert), groupage des envois de fonds par le biais de réseaux informels pour réduire les coûts de transaction et achat de biens ou de services au profit des foyers dans les pays d'origine. Dans les réseaux informels, les frais sont souvent inférieurs à ceux des banques ou des opérateurs de transfert d'argent, mais il n'y a pas nécessairement de différence avec les mandats postaux (malgré la lenteur et le manque de fiabilité des bureaux de poste par rapport à d'autres modalités de transfert)<sup>33</sup>.

Dans un récent sondage, le coût des envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne s'élevait en moyenne à près de 10 % d'une transaction de 200 dollars des États-Unis, contre moins de 8 % pour la plupart des autres régions en développement. Quand ils sont autorisés, les envois de fonds transfrontaliers en Afrique sont encore plus onéreux<sup>34</sup>.

**Les flux d'envois de fonds sont sans doute largement sous estimés.** Environ la moitié des pays africains seulement collectent des données sur les envois de manière irrégulière et certains des principaux bénéficiaires de ces envois ne transmettent aucune donnée. Peu de pays établissent des rapports mensuels et trimestriels sur les données concernant les envois de fonds. **Il est donc urgent de pallier la collecte insuffisante de données relatives aux envois afin d'aider à élaborer des politiques appropriées.**

### *Répercussions des migrations*

Les fonds reçus offrent des avantages importants aux pays d'origine des migrants. Au niveau macro, les envois sont généralement plus stables que d'autres sources de devises étrangères; leur variation est souvent anticyclique, contribuant à stimuler la consommation et l'investissement en période de mauvaise conjoncture. Ils améliorent la solvabilité souveraine en renforçant le niveau et la stabilité des recettes en devises.

Au niveau des foyers, les envois contribuent à lutter contre la pauvreté, à stimuler les dépenses en matière de santé et d'éducation, ainsi qu'à promouvoir les investissements pour le commerce.<sup>35</sup> La proportion des envois investis dans la nourriture, la santé et l'éducation s'élève à 30 % au Kenya et à 37 % au Nigeria pour atteindre 47 % au Burkina Faso et 67 % au Sénégal<sup>36</sup>.

De plus, la migration fait office de stratégie de diversification des risques au sein des ménages. Les envois permettent de maintenir la consommation du foyer en

cas d'évènement défavorable grâce à la diversification des sources de revenus. Par exemple, en Éthiopie, les ménages bénéficiaires d'envois de l'étranger risquent moins de vendre leurs actifs de production, tels que le bétail, pour faire face à des pénuries alimentaires. Les envois contribuent à harmoniser la consommation des agriculteurs ruraux du Ghana et ont permis de répondre positivement aux chocs frappant les foyers ruraux au Mali<sup>37</sup>.

Si elle a permis de disposer de connaissances précieuses sur les effets des migrations dans les pays d'origine, la contribution des travailleurs migrants dans les pays en développement, a été rarement étudiée ou prise en compte dans l'élaboration des politiques. **Il est nécessaire de mieux comprendre la contribution des migrations afin de pouvoir élaborer des politiques en matière de migration et de travail fondées sur des données factuelles, garantir aux migrants l'exercice de leurs droits fondamentaux et mettre les migrations au service de la croissance et du développement.**

### 3. Principales motivations des migrations africaines

Les migrations sont motivées par un ensemble de facteurs, dont les changements démographiques, le manque de perspectives d'emploi, notamment pour les jeunes, la pauvreté endémique, les catastrophes naturelles, les inégalités de revenus et le sentiment d'une distribution inéquitable des richesses, les conflits et l'instabilité économique et politique. Chacun de ces facteurs nécessite une analyse approfondie. Le présent document de réflexion se concentre sur les principaux leviers qui favorisent la migration.

Pour comprendre les motivations de la migration en Afrique, il est important de reconnaître les liens étroits entre les facteurs démographiques, l'expansion de l'enseignement supérieur, le chômage des jeunes et l'exode des cerveaux. La taille des cohortes de jeunes africains (15-24 ans) représente aujourd'hui plus de 20 % de la population, une part bien supérieure que partout ailleurs au monde. L'Afrique est aujourd'hui la région la plus jeune au monde, avec un âge moyen de 18 ans, qui s'élèvera à seulement 24 ans d'ici à 2050. Selon les tendances actuelles, le continent connaît la croissance la plus rapide en termes de population en âge de travailler. Entre 1960 et 2010, la population en âge de travailler (15-64 ans) a été multipliée par plus de quatre et continuera à croître au cours des 40 prochaines années.

Cependant, les jeunes Africains sont désavantagés, s'agissant des perspectives d'emploi. Ils représentaient 35 % de la population en âge de travailler en 2015, mais les trois cinquièmes sont sans emploi. Devant la forte arrivée de jeunes chaque année, le défi principal qui se pose à l'Afrique est comment résoudre le problème de l'emploi des jeunes.

Dans la majorité des pays, le taux de chômage des jeunes est plus de deux fois supérieur à celui des adultes, au Nigéria il est même plus de cinq fois plus élevé. En Afrique du Sud, au Botswana et au Congo, plus d'un jeune sur trois est sans emploi. Le taux moyen de chômage des jeunes est de 30 % en Afrique du Nord, alors qu'il n'est que de 14 %<sup>38</sup> pour le reste du monde.

La croissance de l'emploi sur le continent n'a pas été assez robuste pour absorber les nouveaux entrants sur le marché du travail. Au cours des dix dernières années, malgré la création de plus de 37 millions d'emplois salariés, le rythme n'a pas été assez rapide pour absorber 110 millions de nouveaux entrants sur la période, ce qui a de nombreuses répercussions potentielles sur les marchés du travail. On notera le grand nombre de jeunes inactifs ou sans emploi, la part réduite de travailleurs salariés, le développement du secteur informel et une plus forte propension à migrer à la recherche de possibilités d'emploi convenables.

**Les facteurs démographiques vont probablement intensifier les migrations dans les dix prochaines années, notamment vers les pays de l'OCDE**

**et d'Europe, alors que selon les projections, la population en âge de travailler croîtra en Afrique et déclinera en Europe. D'ici 2050, une personne sur quatre en âge de travailler sera un(e) Africain(e)<sup>39</sup>.**

Les travaux de recherche récents, utilisant les nouvelles bases de données sur les migrations, offrent une analyse plus nuancée des facteurs stimulant la migration. Les modèles traditionnels basés sur les facteurs de rejet et d'attraction ou les théories néoclassiques prédisent que les migrations déclinent avec le développement des sociétés et l'augmentation des revenus, ainsi qu'avec la réduction d'autres possibilités liées à la géographie. La majorité des migrants africains ne quittent pas forcément les pays les plus pauvres vers des pays plus riches et les pays pauvres ont en général des niveaux de migration inférieurs à ceux des pays à revenu moyen et des pays riches. En d'autres termes, le développement est généralement associé avec une accélération des migrations<sup>40</sup>.

La mobilité moderne est également ravivée et stimulée par des niveaux jamais atteints de connectivité. Les particuliers et les communautés, vivant autrefois dans des sociétés isolées, sont exposés aux modes de vie de par le monde à travers les contacts personnels, les réseaux sociaux et les médias. Les enquêtes laissent à penser que même dans des pays en développement et à revenu moyen relativement stables, le désir de migrer est très fort<sup>41</sup>.

**Ainsi, les facteurs motivant la migration sont rarement unidimensionnels. Si la recherche d'emploi est la motivation principale, ce n'est pas la seule.** Les migrations appellent plus de migrations à travers le développement d'une culture de la migration dans les communautés d'origine, ainsi que dans les diasporas dans des destinations préférées qui peuvent aider à faciliter une nouvelle migration et assurer un « atterrissage en douceur »<sup>42</sup>. Mais les envies de partir augmentent généralement plus vite que les possibilités de le faire.

Il est vrai que les personnes pauvres émigrent, mais elles le font moins souvent et sur de plus petites distances. Ce sont bien souvent les personnes les plus qualifiées qui émigrent et sur de plus longues distances. En effet, leurs niveaux d'éducation et de spécialisation les poussent à se déplacer à l'intérieur et hors des frontières pour trouver les opportunités sociales et sur le marché du travail qui correspondent à leurs qualifications et à leurs préférences personnelles<sup>43</sup>. Cela explique pourquoi les individus qualifiés et relativement aisés financièrement sont surreprésentés sur le plan des migrations internationales de longue-distance<sup>44</sup>.

Contrairement à ce que laissent penser les modèles traditionnels basés sur des facteurs de rejet et d'attraction, il est illusoire de considérer les migrations à large échelle comme des phénomènes temporaires qui disparaîtront- ce qui est également une illusion -une fois que l'équilibre sera atteint. Par conséquent, il faudra réfuter ces dits modèles populaires car ils débouchent sur des analyses trompeuses sur la nature, les causes et l'avenir des migrations.

L'époque actuelle n'est pas seulement « l'ère de la migration »<sup>45</sup>, mais plutôt celle de l'immobilité involontaire<sup>46</sup>. Ainsi, il est important que les États membres facilitent la libre circulation des personnes pour leur permettre de prendre des décisions rationnelles quant à leur propre avenir.

**Les contrôles excessifs aux frontières et les restrictions en matière d'immigration augmentent les coûts et les risques associés à la migration. Les motivations individuelles sous tendant la migration sont souvent incompatibles avec les restrictions étatiques sur la mobilité. En contrepartie, cette incompatibilité, aux conséquences souvent désastreuses, appuie l'appel lancé par des acteurs privés et des acteurs non étatiques, des entrepreneurs, y compris les passeurs, à une facilitation de la circulation souvent avec des conséquences désastreuses.**



#### 4. Rôle des politiques nationales dans les processus migratoires en Afrique

Si la décision d'émigrer est généralement prise au niveau individuel ou familial, les politiques étatiques cependant jouent également un rôle important. L'intensification des restrictions à l'immigration et des contrôles aux frontières mis en place par les États européens de destination, a fait l'objet d'une grande attention, mais le rôle des politiques nationales des États membres africains dans l'élaboration des processus migratoires n'est pas suffisamment compris.

À l'époque de la libération coloniale, des millions de personnes ont fui des conflits avec les puissances coloniales. Pourtant, bien souvent, l'avènement d'états indépendants n'a pas nécessairement été synonyme d'un retour à la paix. Les États africains nouvellement créés ont tenté de faire naître un sentiment d'unité nationale dans des sociétés marquées par une grande diversité ethnique, ce qui a donné lieu à des tensions internes qui ont souvent éclaté en conflits violents<sup>47</sup>.

Sans se limiter à l'Afrique, les États nations ont une approche ambiguë de la migration. Si l'émigration a été encouragée pour réduire le chômage, pour permettre des envois d'argent et réduire l'insatisfaction, les États ont parallèlement mis en place des restrictions migratoires et des contrôles aux frontières. Les migrants ont été dépeints comme une menace à la souveraineté, à la sécurité et à l'homogénéité ethnique dans le but d'asseoir la souveraineté nationale et obtenir un soutien politique.

**La migration joue un rôle essentiel dans l'intégration régionale. Dans le même ordre d'idées, la coopération régionale, le dialogue politique et les partenariats avec tous les acteurs - pays de destination et les partenaires du développement ; le secteur privé, y compris les entrepreneurs et les investisseurs issus de la diaspora ; la société civile, dont les migrants et les diasporas sont cruciaux si l'on veut mettre la migration au service de la transformation structurelle et de l'intégration régionale.**

L'ouverture de l'accès aux visas facilite la libre circulation des personnes, alors que les politiques migratoires restrictives et les régimes d'octroi de visas remettent en question la mobilité intra régionale en Afrique. Le rôle que jouent les politiques dans le façonnement des flux migratoires en général, et en Afrique en particulier, n'a pas été suffisamment étudié, en raison en partie d'un manque de données appropriées sur les politiques. De nouvelles données de panel sont actuellement rassemblées, ce qui pourra aider à évaluer l'étendue de la libre circulation sur le continent. Grâce aux données sur l'immigration issues de pays africains sélectionnés, la Banque africaine de développement (BAD) a élaboré l'Indice d'ouverture sur les visas en Afrique afin d'évaluer la libre circulation des personnes en Afrique<sup>48</sup>. L'indice utilise une échelle de 0 à 1, les scores les plus élevés indiquent une plus grande ouverture sur les visas.

Les données issues de la base DEMIG VISA<sup>49</sup> ont permis de construire un indice de restrictions sur les visas<sup>50</sup> pour mesurer les restrictions à l'immigration dans des pays de destination en Afrique et hors du continent, entre 1973 et 2014<sup>51</sup>. L'indice montre que le niveau de restrictions aux frontières dans les pays africains est élevé et s'est intensifié, notamment depuis la fin des années 80. En 2013, en moyenne, les ressortissants d'environ 80 % des pays africains ont eu besoin d'un visa pour entrer dans un autre pays africain, soit légèrement moins que les ressortissants de 90 % de pays non-africains ayant besoin d'un visa pour entrer dans les pays africains.

Les communautés économiques régionales, telles que la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), ont mis en place des réglementations sur la libre circulation des ressortissants au sein des États membres, mais à l'exception de la CEDEAO, ces accords ont généralement été mal

appliqués ou simplement contredits par les politiques restrictives et les pratiques des États membres<sup>52</sup>.

Le tableau est contrasté quant à la facilitation des déplacements sur le continent. L'Afrique de l'Ouest est la région la plus ouverte en moyenne aux migrations intra-africaines, ce qui semble être lié à la liberté de voyager et de migrer au sein des pays de la CEDEAO, dont il a été fait mention dans la section précédente. L'Afrique du Nord a augmenté les restrictions sur les visas de 69 % à 89 % en 2013, ce qui peut être une réponse aux contrôles aux frontières plus stricts imposés par les pays européens. L'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale ont des scores plus élevés de restriction sur les visas, ce qui peut s'expliquer par le nombre élevé de conflits civils que les pays de la région<sup>53</sup> ont connus.

**Les restrictions de la mobilité ont deux conséquences majeures. D'une part, les itinéraires de migration peuvent changer, sans s'accompagner d'une réduction des volumes globaux de migration. Les migrants peuvent décider de remplacer les destinations traditionnelles par de nouvelles.** Cela est illustré par la diversification de l'émigration africaine vers de nouvelles destinations ces 20 dernières années, telles que le Canada, les États Unis et l'Australie qui offrent des perspectives plus favorables. **D'autre part, les restrictions à la mobilité, perçues comme injustes ou inutiles, peuvent pousser les migrants à suivre des itinéraires plus risqués par des moyens illégaux.**

## 5. Difficultés liées aux données

Un obstacle majeur à une meilleure compréhension des dimensions des migrations internationales en Afrique, est le manque de données appropriées<sup>54</sup>. La disponibilité des données demeure inégale, celles-ci se rapportent généralement à la migration vers l'Europe à partir d'un nombre limité de pays africains faisant l'objet de plus de travaux de recherche, tels que le Maroc, le Sénégal, le Ghana et l'Afrique du Sud<sup>55</sup>. Cela reflète l'approche euro centrée générale des travaux de recherche qui sont axés sur les pays de destination.

Les données sur la population totale de migrants sont issues principalement des recensements de population. Les données statistiques sur les flux migratoires viennent des sources administratives, elles sont collectées ensuite annuellement au niveau des pays par la Division de la statistique de l'Organisation des Nations Unies. Les données sur les flux sont plus problématiques en raison des diverses méthodes utilisées par les pays pour tenir les archives et les registres. La Commission économique pour l'Afrique (CEA) a fourni une aide aux agences statistiques nationales des États membres pour la conduite de recensements afin de pouvoir comparer les données entre les pays.

La base de données mondiales sur les migrations bilatérales publiée par la Banque mondiale est un ajout récent et bienvenu aux travaux de recherche sur les migrations qui ont significativement élargi le champ des analyses sur les migrations à l'intérieur comme à l'extérieur du continent. Elle contient des données sur les migrations bilatérales ventilées par sexe pour 226 pays s'étalant sur la période 1960 à 2000<sup>56</sup>. De plus, la Banque africaine de développement (BAD), en collaboration avec la Banque mondiale, a lancé des « enquêtes ménage sur la migration et les transferts de fonds » dans le cadre de son projet « Migrations en Afrique »<sup>57</sup>. Les données collectées sont ouvertes et en libre accès.

La base de données sur les flux migratoires pays à pays DEMIG C2C, récemment finalisée dans le cadre du projet « Déterminants des migrations internationales », a permis une analyse détaillée des schémas et des tendances récents des migrations africaines depuis et vers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Océanie. La base CEMIG C2C couvre des flux migratoires bilatéraux pour 34 pays depuis et vers un large ensemble de pays d'origine durant la période allant, de 1946 à 2011<sup>58</sup>. Les deux bases de données présentent des limites, mais offrent aux chercheurs un

accès à des données fiables sur la population totale de migrants et sur les flux migratoires au fil du temps.

Aucune étude sur les migrations africaines ne peut faire l'économie des données et des tendances relatives à l'Afrique du Nord. Cependant, ces données sont bien souvent intégrées à la région du Moyen-Orient et il peut être difficile de les dissocier. Les futurs travaux de recherche doivent traiter de cette question à titre prioritaire.

Au manque de données s'ajoute un vide politique et l'absence de recherche sur les liens entre les migrations internationales et le développement en Afrique. Il est nécessaire de procéder à une analyse détaillée des informations pour tirer des conclusions pour la politique à suivre.

**Il est nécessaire de faire en sorte que les pays rassemblent et diffusent les données sur la migration régulièrement et en temps opportun. Le manque de données et la qualité souvent médiocre de celles-ci sont les premiers défis à relever si les pays africains veulent examiner leur position et se situer dans les contextes régional et mondial des migrations internationales au service du développement.**

## 6. Les migrations dans les cadres de développement

L'Afrique a adopté des cadres de développement aux niveaux continental et mondial, et il est essentiel d'assurer l'harmonisation des indicateurs liés à la migration avec les cadres nationaux de planification du développement.

L'Agenda 2030 pour le développement durable reconnaît les contributions positives des migrants ainsi que leur rôle fondamental dans le développement durable. Les migrations et la mobilité humaine font partie de 5 des 17 cibles des objectifs pour le développement durable, réparant ainsi leur absence des objectifs du Millénaire pour le développement (encadré 1). De plus, en accord avec le principe essentiel « que personne ne soit laissé pour compte » de l'Agenda 2030, les objectifs 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) et 4 (Garantir une éducation de qualité et des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous) mettent en avant la garantie de l'exercice des droits humains fondamentaux aux migrants.

Encadré 1

### **Les objectifs de développement durable relatifs aux migrations**

**Objectif 5.** Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles.

**Indicateur 5.2:** Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation

**Objectif 8.** Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

**Indicateur 8.8:** Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire

**Objectif 10.** Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre

**Indicateur 10.7:** Faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées

**Indicateur 10.c:** D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les circuits d'envois de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 pour cent

**Objectif 16.** Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

**Indicateur 16.2:** Mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants

**Objectif 17.** Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser

**Indicateur 17.18:** D'ici à 2020, apporter un soutien accru au renforcement des capacités des pays en développement, notamment des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement, l'objectif étant de disposer d'un beaucoup plus grand nombre de données de qualité, actualisées et exactes, ventilées par niveau de revenu, sexe, âge, race, appartenance ethnique, statut migratoire, handicap et emplacement géographique, et selon d'autres caractéristiques propres à chaque pays

Source : [http://www.un.org/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F](http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F)

L'Agenda 2063 de l'Union africaine se fonde sur les nombreux instruments existants convenus au fil des ans (encadré 2). La libre circulation des personnes, ainsi que des biens et services a été formulée dans le Traité d'Abuja instituant la Communauté économique africaine (1991) en tant qu'élément principal pour réaliser l'objectif de l'intégration régionale sur le continent.

Lors de la mise en œuvre du Traité d'Abuja, l'Union africaine (UA) a adopté différents cadres politiques, tels que le cadre directeur pour l'Afrique des politiques relatives aux migrations (MPFA). Il fournit aux États membres et aux communautés économiques régionales (CER) des orientations sur l'élaboration de politiques visant à promouvoir l'intégration par la migration et s'inscrit dans les efforts déployés pour renforcer la gouvernance de la migration au service de l'intégration économique régionale et le développement inclusif. En 2012, la dix-huitième session ordinaire de l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine a approuvé le plan d'action pour intensifier le commerce intra-africain et renforcer le cadre, la feuille de route et l'architecture pour accélérer la mise en place d'une zone de libre-échange continentale d'ici à 2017.

Encadré 2

#### **Dispositions de l'Agenda 2063 de l'Union africaine relatives aux**

Sous l'Aspiration 2, l'Agenda 2063 de l'Union africaine fait référence à :

23. L'unité politique de l'Afrique sera l'aboutissement du processus d'intégration, notamment la libre circulation des personnes, la création d'institutions continentales, l'intégration économique pleine et entière, ainsi que le consensus sur la forme du gouvernement et des institutions au niveau continental d'ici 2030.

24. L'Afrique sera un continent dans lequel la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services entraîneront la croissance des échanges et des investissements entre les pays africains à des niveaux sans précédent et raffermiront la place de l'Afrique dans le commerce mondial.

Source : Agenda 2063, L'Afrique que nous voulons, édition finale, février 2015, version populaire

Relativement à la mise en œuvre des dispositions de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) après 2014, les ministres africains se sont réunis à Addis-Abeba en octobre 2013 et se sont engagés, entre autres, à :

*« Garantir la protection et l'exercice effectif des droits de tous les migrants, notamment les migrants économiques, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les migrants forcés par suite d'une crise humanitaire, de catastrophes naturelles et de conflits, ainsi que les victimes du trafic d'êtres humains, par le biais de politiques et de programmes qui assurent leur accès à l'emploi et aux services sociaux de base, de même que par le renforcement de la capacité des agents de sécurité et des services chargés de l'application des lois à protéger les droits de ces personnes »*

Tous les cadres existants en matière de migration insistent sur les droits des migrants. Il semble qu'en termes de migrations intra-africaines, l'ensemble des

avantages prévus dans les cadres existants seront visibles après l'intensification de l'intégration régionale et approfondis à travers le continent.

## **7. Rôle proposé pour les États membres et les partenaires internationaux**

Les migrations internationales recèlent un potentiel considérable permettant d'appuyer le développement et d'apporter plus de bien-être dans les pays d'origine. Les gouvernements africains éprouvent des difficultés considérables à gérer l'immigration, ce qui peut susciter le ressentiment et amener à adopter des politiques répressives, telles que des expulsions massives, qui imposent un lourd tribut aux migrants et à perturbent les économies africaines.

Les États membres, les organismes intergouvernementaux tels que la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et les partenaires de développement, peuvent contribuer à la sécurisation des avantages des migrations en Afrique au bénéfice des Africains, notamment à travers les actions indiquées ci-après :

- Concevoir et mettre en œuvre des politiques visant à atteindre les objectifs des cadres mondial (Agenda 2030) et régional (Agenda 2063), reconnaissent tous deux le rôle crucial des migrations pour le développement durable;
- Renforcer la base d'information en vue d'améliorer les politiques migratoires conçues par les gouvernements africains, les pays de destination, et la communauté internationale;
- Entreprendre des travaux d'analyse, si possible en partenariat avec les institutions nationales et régionales de recherche, afin de mieux saisir les implications des nouvelles tendances des migrations sud-sud pour les Africains;
- Promouvoir la cohérence entre les différentes politiques nationales, en conformité avec les protocoles et les accords régionaux et sous-régionaux, et renforcer la capacité des parties prenantes à mettre en œuvre des politiques de renforcement des systèmes juridiques et statistiques sur les migrations internationales;
- Concevoir des politiques appropriées en matière d'éducation et de formation de compétences à la lumière des enjeux liés à l'émigration hautement qualifiée;
- Promouvoir les processus de consultation sur les migrations internationales aux niveaux mondial, régional et sous-régional, avec la participation des pays de destination à la conception, à la mise en œuvre et au financement des plans d'action relatifs à la migration dans les pays d'origine.

## Bibliographie

Adepoju, A., 2001, Regional integration, continuity and changing patterns of intra-regional migration in Sub-Saharan Africa, in M.A.B. Siddique (Ed.), *International Migration into the 21st Century*. Cheltenham/Northampton, Edward Elgar.

Arcarazo, Diego and Wiesbrock, Anja, 2015, Global Migration Issues. Myths and Realities, Introductory chapter in *Global Migration: Old Assumptions, New Dynamics*, Praeger, Santa Barbara.

Adams, Richard, and John Page, 2003, "International migration, remittances and poverty in developing countries", Policy Research Working Paper 3179, World Bank, Washington, DC. Available at <http://elibrary.worldbank.org/content/workingpaper/10.1596/1813-9450-3179>.

Azam, Jean-Paul, and Flore Gubert, 2005, "Those in Kayes. The Impact of Remittances on their Recipients in Africa," *Revue économique* 56 (6): 1331–58.

Azam, Jean-Paul, and Flore Gubert, 2006, "Migrants' Remittances and the Household in Africa: A Review of Evidence," *Journal of African Economies* 15 (AERC Supplement): 426–62.

Bollard, Albert, David McKenzie, and Melanie Morten, 2010, "The Remitting Patterns of African Migrants in the OECD." *Journal of African Economies* 19 (5): 605–34.

Bruno, PSVE, 2013, Social protection afforded to irregular migrant workers: thoughts on international norms, the Southern African development community, Botswana and South Africa. Available at [http://works.bepress.com/cgi/viewcontent.cgi?article=1000&context=bruno\\_vaneck](http://works.bepress.com/cgi/viewcontent.cgi?article=1000&context=bruno_vaneck).

Carling, J., 2013, EUMAGINE survey: "Imagining Europe from the Outside": Who wants to go to Europe? Results from a large-scale survey on migration aspirations, PRIO Policy Brief, 4, Oslo.

Carling, J., 2002, "Migration in the age of involuntary immobility: Theoretical reflections and Cape Verdian experience", *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 28(1):5-42.

Carling, Jorgen, Anne Gallagher and Christopher Horwood, 2015, 'Beyond definitions: Global migration and the smuggling-trafficking nexus', RMMS Discussion Paper No. 2, Regional Mixed Migration Secretariat, Nairobi, Kenya.

Castles, S., H. De Haas, and M.J. Miller, 2014, *The Age of Migration: International Population Movements in the Modern World*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan Higher Education.

Clemens, Michael, 2013, "What do we know about skilled migration", Policy Brief No. 3, Migration Policy Institute, Washington, DC.

Clemens, Michael, 2009, "The Financial Effects of High-Skilled Emigration: New Data on African Doctors Abroad," Paper presented at the International Conference on Diaspora for Development, Washington, DC, July 13-14, 2009. Available at <http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1110315015165/Clemens.pdf>.

Clemens, Michael, 2007, "Do Visas Kill? Health Effects of African Health Professional Emigration," Working Paper 114, Center of Global Development, Washington, DC.

Collier, P., 2013, *Exodus: how migration is changing our world*. Oxford: Oxford University Press.

Dako-Gyeke, M., 2015, Ghanaian migrant youth: reasons for never to return, *Journal of Youth Studies*,

- De Haas, H. and Villares-Varela, M., 2014, The Evolution of Bilateral Visa Policies 1973–2014: New evidence from the DEMIG VISA database, Document de travail de DEMIG, International Migration Institute, Univ. d' Oxford.
- De Haas, H., 2010, Migration transitions: a theoretical and empirical inquiry into the developmental drivers of international migration, Document de travail de DEMIG No. 24, International Migration Institute, Univ. d'Oxford.
- Easterly, William, and Y. Nyarko, 2009, "Is the Brain Drain Good for Africa?" In *Skilled Immigration Today: Prospects, Problems, and Policies*, ed. J. Bhagwati and G. Hanson, New York, Oxford University Press.
- ECA, 2006, Migrations internationales et développement : Implications pour l'Afrique,, ECA/SDD/06/01, Commission économique pour l'Afrique, Addis Abeba.
- Flahaux, M. and De Haas, H., 2016, African migration : trends, patterns, drivers, *Comparative Migration Studies*, 4(1), 1–25.
- Faini, Riccardo, 2007, "Remittances and the Brain Drain: Do More Skilled Migrants Remit More?" *World Bank Economic Review* 21 (2): 177–91.
- Gubert, Flore, 2002, "Do Migrants Insure Those Who Stay Behind? Evidence from the Kayes Area (Western Mali)," *Oxford Development Studies* 30 (3): 267–87.
- Gubert, Flore, 2007, "Migration and Development: Mixed Evidence from Western Mali," *Development* 50 (4): 94–100.
- Gyimah-Brempong, Kwabena and Elizabeth Asiedu, 2009, "Remittances and poverty in Ghana", paper presented at the 4<sup>th</sup> African Economic Conference, Addis Ababa, November 2009.
- Huysentruyt, Marieke, Christopher B. Barrett, and John G. McPeak, 2009, "Understanding Declining Mobility and Interhousehold Transfers among East African Pastoralists," *Economica* 76: 315–36.
- ILO, 2012, "Beyond 'Kamikaze migrants': Risk-taking in African boat migration to Europe", *Human Organisation*, Vol. 4.
- ILO, 2011, Trafficking in persons overseas for labour purposes: The case of Ethiopian domestic workers, International Labour Organisation, Addis Ababa.
- IOM, 2015, World Migration Report, International Organisation for Migration, Geneva.
- IOM, 2004, Migration for Development in Africa: Mobilisation des Africains de la Diaspora pour le développement de l'Afrique, , Organisation internationale des migrations, Genève.
- Mohapatra, Sanket, George Joseph, and Dilip Ratha, 2009, "Remittances and Natural Disasters: Ex-Post Response and Contribution to Ex-Ante Preparedness." Policy Research Working Paper 4972, World Bank, Washington, DC.
- Newland K, 2013, Migration as a factor in Development and Poverty Reduction, Migration Policy Institute.
- Niimi, Yoko, and Caglar Ozden, 2006, "Migration and Remittances: Causes and Linkages," Policy Research Working Paper 4087, World Bank, Washington, DC.
- OECD, 2006, *Atlas de l' intégration régionale en Afrique de l'Ouest: les migrations* Paris: ECOWAS-SWAC/Organisation de coopération et de développement économiques
- Özden Ç, C.R. Parsons, M. Schiff and T.L. Walmsley, 2011, Where on Earth is Everybody? The Evolution of Global Bilateral Migration 1960–2000, *The World Bank Economic Review*, 25(1), 12–56.

Quartey, Peter, 2006, "The Impact of Migrant Remittances on Household Welfare in Ghana," Research Paper 158, African Economic Research Consortium, Nairobi.

Quartey, Peter, and Theresa Blankson, 2004, *Do Migrant Remittances Minimize the Impact of Macro-volatility on the Poor in Ghana*, Report prepared for the Global Development Network, University of Ghana, Legon.

Page, J., 2012, Youth, Jobs, and Structural Change: Confronting Africa's "Employment Problem", Working Paper No. 155, African Development Bank Group, October 2012

Ratha, D., 2013, "The impact of remittances on economic growth and poverty reduction", Policy Brief No. 8, Migration Policy Institute, Washington, DC. Available at [www.migrationpolicy.org/pubs/Remittances-PovertyReduction.pdf](http://www.migrationpolicy.org/pubs/Remittances-PovertyReduction.pdf).

Ricca, 1990, *Migrations internationales en Afrique* [International migrations in Africa]. Paris: L'Harmattan.

Shaw, W., 2007, Migration in Africa: A Review of the Economic Literature on International Migration in 10 Countries, Development Prospects Group, The World Bank, Washington DC (mimeo).

Shimeles, A., Abdul, B., John, C., and Youssef, H., 2010, Migration Patterns , Trends and Policy Issues in Africa. Tunis, Tunisia.

Swing, W.L., 2015, Migration in a World in Disarray, Keynote Speech, Graduate Institute Geneva Challenge.

ONU, 2012, Perspectives de la population mondiale: Révision de 2012, Organisation des Nations Unies, New York.

UNDESA, 2013, Rapport 2013 sur la migration internationale, Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, New York.

UNDESA, 2012, Migration and Human Mobility, United Nations Department of Economic and Social Affairs, New York.

Vezzoli, S., M. Villares-Varela and H. De Haas, 2014, Uncovering international migration flow data: Insights from the DEMIG databases, DEMIG Working Paper No. 17, International Migration Institute, University of Oxford. Available at <http://www.imi.ox.ac.uk/pdfs/wp/wp-88-14.pdf>.

World Bank, 2011, Leveraging Migration for Africa: Remittances, Skills, and Investments, World Bank, Washington, DC.

World Bank, 2011, Migration and Remittances Fact Book 2011. Washington, DC: World Bank.

WOMS, 2006, Travailler ensemble pour la santé : Rapport sur la santé dans le monde, 2006, Organisation mondiale de la santé, Genève.

Zlotnik, H., 2003, "Migrants' rights, forced migration and migration policy in Africa." Paper prepared for Conference on Migration in Comparative Perspective, Johannesburg, South Africa, 4-7 June 2003.



- 
- <sup>1</sup> Flauhaux et De Haas, 2016.
- <sup>2</sup> Arcarazo et Wiesbrock, 2015; Flauhaux et De Haas, 2016.
- <sup>3</sup> Carling et autres, 2015.
- <sup>4</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>5</sup> Collier, 2013.
- <sup>6</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>7</sup> Swing, 2015.
- <sup>8</sup> Il est fait référence à la population totale d'émigrés. Les données officielles sur les migrations en Afrique minimisent considérablement les déplacements actuels de personnes, notamment en Afrique. Le nombre actuel d'émigrés africains est sans doute bien supérieur. Les données sont issues des matrices de migration bilatérale compilées en 2011 par la Banque mondiale, incluant la population totale de migrants classée par origine et par destination.
- <sup>9</sup> Banque mondiale, 2011.
- <sup>10</sup> Département des affaires économiques et sociales de l'Organisation des Nations Unies (2013).
- <sup>11</sup> Shimeles *et al*, 2010.
- <sup>12</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>13</sup> De Haas, 2010.
- <sup>14</sup> Shaw, 2007.
- <sup>15</sup> OCDE, 2006 cité dans Flauhaux et De Haas, 2016.
- <sup>16</sup> Organisation internationale pour les migrations, 2015.
- <sup>17</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>18</sup> Organisation des Nations Unies, 2013.
- <sup>19</sup> Organisation des Nations Unies, 2013.
- <sup>20</sup> Fonds des Nations Unies pour la population, disponible sur <http://www.unfpa.org/fr/migration>
- <sup>21</sup> Cela est distinct au niveau qualitatif des migrations au sein des sous-régions, qui sont effectuées avec des formalités procédurales limitées entre les pays partageant des frontières.
- <sup>22</sup> Commission économique pour l'Afrique, 2006.
- <sup>23</sup> Banque mondiale, 2011.
- <sup>24</sup> Clemens, 2007 et 2013.
- <sup>25</sup> Newland, 2013.
- <sup>26</sup> Organisation mondiale de la santé, 2006.
- <sup>27</sup> Banque mondiale, 2011.
- <sup>28</sup> Bollard, McKenzie, et Morten, 2010
- <sup>29</sup> Niimi et Ozden, 2006 ; Faini, 2007.
- <sup>30</sup> Bollard et autres, 2009 ; Clemens, 2009.
- <sup>31</sup> Clemens, 2009; Easterly et Nyarko, 2009.
- <sup>32</sup> Banque mondiale, 2011, *op.cit.*
- <sup>33</sup> Shaw, 2007.

- 
- <sup>34</sup> Banque mondiale, 2011, *op.cit.*
- <sup>35</sup> Banque mondiale, 2011, *ibid.*
- <sup>36</sup> Ratha, 2013.
- <sup>37</sup> Etudes rapportées dans Mohapatra, Joseph, et Ratha, 2009; Quartey et Blankson, 2004; Quartey, 2006; Gubert, 2002, 2007; Azam et Gubert, 2005, 2006; et Huysentruyt, Barrett, et McPeak, 2009.
- <sup>38</sup> Page, 2012.
- <sup>39</sup> Organisation des Nations Unies, 2012.
- <sup>40</sup> Flauhaux and De Haas, *op.cit.*
- <sup>41</sup> Carling, 2013.
- <sup>42</sup> Organisation internationale du travail, 2011 et 2012.
- <sup>43</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>44</sup> Une autre approche pourrait affirmer que les pauvres utilisent des voies informelles de migrations ne figurant pas dans les chiffres officiels.
- <sup>45</sup> Castles, De Haas et Miller, 2014.
- <sup>46</sup> Carling, 2002.
- <sup>47</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>48</sup> Banque africaine de développement, 2015. « Indice d'ouverture des visas »
- <sup>49</sup> De Haas et Villares-Varela, 2014.
- <sup>50</sup> L'indice de restriction des visas est calculé chaque année sur la base du pourcentage de pays d'origine qui exigent un visa pour entrer sur leur territoire.
- <sup>51</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.* La Banque africaine de développement a également mis en place l'indice d'ouverture des visas afin de recenser l'appui apporté à la libre circulation en Afrique.
- <sup>52</sup> Adepouju, 2001; Ricca, 1990.
- <sup>53</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>54</sup> Zlotnik, 2003.
- <sup>55</sup> Flauhaux et De Haas, *op.cit.*
- <sup>56</sup> Özden, Parsons, Schiff et Walmsley, 2011.
- <sup>57</sup> Banque mondiale, Projet « Migrations en Afrique », 2013.
- <sup>58</sup> Vezzoli, Villares-Varela et De Haas, 2014.